

## Les migrants camerounais à Dubaï : stratégies d'insertion socio-économique et relations transnationales<sup>1</sup>

**Résumé :** Cette contribution se consacre aux commerçants et migrants camerounais installés dans les Émirats arabes unis (E.A.U.), spécifiquement à Dubaï. Elle décrit leurs empreintes économiques, spatiales et sociales sur l'espace urbain et analyse leur orientation transnationale. Au cours des dernières années, Dubaï a attiré un grand nombre de commerçants et migrants africains qui, par ailleurs, contribuent au développement commercial et à la vie sociale de la ville. Les rues de Deira, le district d'affaires historique de Dubaï, sont peuplées des gens de toutes les parties du monde, y compris les commerçants africains originaires de tous les pays du continent. De nombreux hommes et femmes camerounais qui résident à Dubaï s'engagent dans le secteur de fret (« cargo »), servant de courtiers-facilitateurs à ces commerçants qu'ils assistent dans la recherche du logement, l'achat et le transport des marchandises vers l'Afrique. Ils ont tendance à organiser leur vie en fonction des contraintes économiques et des caprices du système d'immigration des E.A.U. En même temps, ils s'efforcent à construire des espaces sociaux spécifiques dont le logement partagé (« bed space »), les communautés religieuses et les groupes d'aide et d'épargne sont des exemples. A travers leurs activités, ils contribuent au caractère mondial et multiculturel de Dubaï et à l'établissement des connexions transnationales entre l'Afrique et les pays du Golfe arabe.

**Mots-clés :** migration, insertion socio-économique, transnationalisme, Cameroun, Émirats arabes unis (E.A.U.)

**Abstract:** This contribution focuses on Cameroonian traders and migrants based in the United Arab Emirates (UAE), in particular the city of Dubai. It outlines their economic, spatial, and social imprint on Dubai's cityscape, and discusses their transnational orientation. In recent years, Dubai has attracted large numbers of African traders and labor migrants who contribute significantly to the town's commercial development and social life. The streets of Deira, Dubai's historical business district, are populated by people from all over the world, including merchants from different parts of Africa. Many Cameroonian men and women who reside in Dubai are engaged in the so-called "cargo" business, acting as intermediaries to these merchants and facilitating their accommodation, purchases, and transport of acquisitions back to Africa. They tend to organize their lives around economic constraints and the caprice of the UAE immigration system. At the same time, they struggle to create social spaces of mutual comfort and support, for example in the context of shared housing ("bed space"), church congregations or aid and saving groups. With their activities, they contribute to the global and multicultural character of Dubai as well as to establishing transnational connections between Africa and the Arab Gulf.

**Keywords:** migration, transnationalism, socio-economic insertion, Cameroon, United Arab Emirates (UAE)

1. Cette contribution est une version adaptée et traduite d'un article original en Anglais, intitulé « Urban Lifeworlds of Cameroonian Migrants in Dubai », publié en 2014 dans la revue *Urban Anthropology* (UAS) 43: 255-309. La version française est reproduite avec la permission de la rédaction de la revue UAS. La traduction en Français a été faite par Séverin Kaji à qui je dis merci pour son excellent travail. En plus, je remercie le Global South Studies Center (GSSC) de l'Université de Cologne pour son soutien financier pour une partie de la recherche et pour la traduction de cet article. En fin, je tiens à remercier mon hôte Murad, mon collègue Tize Teri Deli, et les interlocuteurs à Dubaï d'avoir partagé leurs expériences et leurs idées avec moi.

Recibido el 30/05/16. Aceptado el 02/08/16

## **Introduction**

Dubaï est généralement connu comme une ville des extrêmes. C'est dans les années 1970 que cette ville portuaire a amorcé son développement urbain à une vitesse sans précédent, ce qui a donné lieu à une course vers la grandeur architecturale et le spectacle (Elsheshtawy, 2010). Les symboles bien connus de ce développement urbain comprennent l'hôtel de luxe Burj Al Arab en forme de voile, les artificiels Iles Palmiers ainsi que le Burj Khalifa, actuellement le bâtiment le plus haut du monde. En outre, Dubaï représente le consumérisme, le tourisme d'extravagance, ainsi qu'un régime ethnocratique qui rend des services gratuits à ses citoyens en échange des droits politiques (Davidson, 2008, p. 137-176 ; Longva, 2000). Ces caractéristiques vont de pair avec des extrêmes démographiques à savoir, la présence d'une main-d'œuvre étrangère qui dépasse de loin la population locale. Les estimations récentes supposent qu'environ 90 pour-cent de la population de Dubaï sont des expatriés (de Bel-Air, 2015, p. 9). Bien que la majorité soit originaire d'Asie du Sud et du Sud-Est, toutes les nationalités y sont représentées et leur ensemble donne à Dubaï un caractère mondial et multiculturel (Kazim, 2010). En même temps, la ville est structurée en façon d'espaces distincts, accordés à différentes couches de la population. Pendant que les sites du spectacle et de modernité sont destinés au tourisme, aux travailleurs experts Occidentaux et à la population native, ce sont les espaces ordinaires et éphémères qui sont accordés aux ouvriers expatriés qui font la plus grande partie de la population. Selon le géographe sociale Elsheshtawy (2010) c'est là, aux espaces souvent éphémères et abandonnés qu'on trouve le vrai Dubaï et qu'on peut mieux apprendre son caractère multiculturel et mondial.

Dans cette contribution j'adopte la perspective de Elsheshtawy qui invite à déplacer l'attention du spectaculaire vers les sites ordinaires et les populations les moins connues. Même si la majorité des résidents étrangers de Dubaï sont des pays asiatiques, arabes et européens, on y retrouve aussi un nombre important d'Africains dont la présence a cependant été largement négligée (voir aussi Abusharaf et Eickelmann, 2015). Cet article se focalise sur les commerçants et migrants camerounais à Dubaï, dont la plupart sont relativement nouveaux dans cette partie du monde<sup>2</sup>. Alors que la plupart des Camerounais à Dubaï sont des hommes, il y a aussi une forte présence des femmes, engagées dans le commerce et autres types de travaux. Mon intention dans cet article est d'abord de mettre en évidence les capacités d'action de ces hommes et femmes dans le façonnage de leur environnement social et spatial et ce, dans des conditions précaires<sup>3</sup>. Deuxièmement, j'aspire à analyser le caractère dynamique, entrepreneurial et transnational de la récente mobilité africaine à travers les pays du Sud. Le cas des Camerounais à Dubaï est un excellent exemple car il nous donne l'occasion d'observer un nouveau réseau de migrants en construction, avec tous les hauts et les bas, les succès et les échecs reflétés dans les expériences individuelles, et amplifiés par la volatilité du marché mondial et des politiques migratoires en constant changement. En plus, leurs expériences informent les perceptions locales des destinations dans les pays du Golfe arabe et par ailleurs, les relations transnationales entre le Cameroun et Dubaï.

2. Je suis bien au courant du débat critique sur les connotations idéologiques des termes tels que «migrant», «travailleur», «expatrié», «étranger», «résident», «diaspora» (voir par exemple, Bristol-Rhys, 2012; Kanna, 2011; Nagy, 2006; Vora, 2013). Dans cet article, j'opte pour le terme «migrant» pour désigner les Africains basés à Dubaï afin de les distinguer de la catégorie des commerçants africains, également prise en compte dans cette étude.

3. Pour faciliter la lecture du document, le masculin générique est utilisé pour désigner les deux sexes.

Cette contribution se base sur une recherche menée entre 2007 et 2014. Elle a inclus de longues périodes de travail de terrain au Cameroun, ainsi que plusieurs visites aux Émirats arabes unis, au Gabon et en Afrique du Sud. Cependant, cet article se limite davantage au travail de terrain et aux résultats qui se rapportent aux migrants camerounais à Dubaï.

En termes de méthodologie, j'ai travaillé en étroite collaboration avec les interlocuteurs camerounais et un collègue camerounais, Tize Teri Deli (voir Deli, 2013), ce qui m'a permis de participer aux expériences des migrants en temps réel. En outre, afin de cerner le caractère processuel et dynamique des expériences des migrants, j'ai opté pour des visites relativement courtes mais répétées, aux E.A.U. en 2008, 2011 et 2014. Bien plus j'étais régulièrement en contact (par courriel et par téléphone) avec des interlocuteurs clés à la fois entre et après mes visites sur le terrain. Les méthodes de recherche comprenaient l'observation participative, les conversations informelles, les entretiens semi-structurés, ainsi que la documentation audiovisuelle<sup>4</sup>.

### **Dubaï : Une histoire de commerce et de relations transnationales**

Une bonne compréhension de la complexe composition ethnique de la population actuelle de Dubaï et les liens entre cette région et l'Afrique nécessite une perspective historique. Le Golfe Arabe a longtemps fait partie des grands réseaux religieux et commerciaux répandus à travers l'Océan Indien. La ville de Dubaï a émergé comme un centre commercial à la fin du XIXe siècle, et relie aujourd'hui le Moyen-Orient à l'Asie, l'Afrique, l'Europe et les Amériques (Kazim, 2010). Ainsi, l'histoire de Dubaï est davantage celle de commerce et de connexions transnationales qui s'étendent à tous les continents, y compris l'Afrique.

Les origines de Dubaï peuvent remonter au milieu du XVIIIe siècle, quand ce n'était encore qu'un petit village portuaire sous l'influence de groupes ethniques locales (Davidson 2008: 9-12). Vers le début du XIXe siècle, Dubaï avait été décrit par un voyageur anglais comme une misérable collection de huttes en boue, avec une population estimée à 1200 habitants. Quelques décennies plus tard, sa population avait doublé et s'estimait à 3000 personnes à la fin du siècle (Elsheshtawy, 2010, p. 60-65).

Dubaï doit sa montée et son émergence comme un centre commercial en grande partie à la colonisation britannique. Au XIXe siècle, les Britanniques étendaient leur sphère d'influence à la péninsule arabe. Ainsi avait signé des traités avec les familles régnantes des territoires, créant du même coup les Etats de la Trêve (« Trucial States ») sur la base desquels les Émirats arabes unis étaient formés par la suite. De plus, les britanniques avaient pris le contrôle des réseaux commerciaux de la région en mettant sur pieds un service régulier de transport par des bateaux reliant le Golfe Arabe à l'Europe et l'Inde. Ils avaient fait de Dubaï leur port d'escale et le centre d'importation et de réexportation des produits manufacturés en Grande-Bretagne. Le souverain de Dubaï, Sheikh Rashid bin Maktum, avait favorisé cette démarche en supprimant les droits de douane, en donnant à la ville le statut de port libre, et en incitant les commerçants de la communauté Lingah (ancien centre commercial de la région situé en Perse) à s'installer à Dubaï. Leur installation dans les années 1890 avait eu un impact significatif sur la démographie, engendrant ainsi la diversité en termes d'ethnicité, de religion, et de fortune (Davidson, 2008, p. 71-76). De nombreux immigrants étaient de riches marchands arabo-

4. Voir Pelican et Bondanini (2014) pour le portrait audiovisuel d'une migrante camerounaise à Dubaï.

perses de Bastak, une petite ville de la Perse dont le nom a été donné au quartier Bastakiyah de Bur de Dubaï<sup>5</sup>. Certains étaient des financiers et usuriers indiens, précédemment installés à Lingah. Ils avaient par la suite été suivis des artisans, petits commerçants, clercs, et porteurs de la Perse, d'Asie du Sud, et des pays arabes voisins (Kazim, 2010, p. 78). Un deuxième facteur responsable de la montée économique et démographique de Dubai a été sa forte implication dans la production et l'exportation des perles (Hopper, 2010; Kazim, 2010). Au XIXe siècle, le Golfe inférieur abritait diverses activités économiques à l'instar de la pêche, l'élevage, la réexportation des biens, et la petite agriculture. Cependant l'activité dominante était l'industrie de la perle qui plus tard avait baissé suite à l'introduction des perles cultivées venues du Japon. À cette époque, le travail d'esclave avait joué un rôle vital de nombreux travailleurs avaient été amenés d'Afrique de l'Est (principalement via le Zanzibar) en Asie. Bien que le Golfe arabe ait une longue histoire d'esclavage, la demande de la main-d'œuvre esclave avait atteint le sommet à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, suite à la forte demande de perles et aussi de dattes, produites dans la région du Golfe et consommées en Europe, en Amérique du Nord, et en Inde. En 1905, les sources britanniques estimaient que les Africains représentaient 28 pour-cent de la population de la région qui actuellement constitue les Émirats arabes unis, et environ 17 pour-cent de la population totale de la côte orientale d'Arabie sous protection britannique (Hopper, 2010, p. 158). Comme le soutient Khalifa (2006), les esclaves africains et leurs descendants ont joué un rôle important non seulement dans l'économie de la région, mais ont aussi contribué à la culture émirienne. Leur influence se reflète, par exemple, dans des spectacles de musique et de danse. Cependant, dans les représentations populaires et les travaux scientifiques actuels, les liens africain-émiriens sont largement ignorés, ce qui est attribué à des facteurs historiques et politiques.

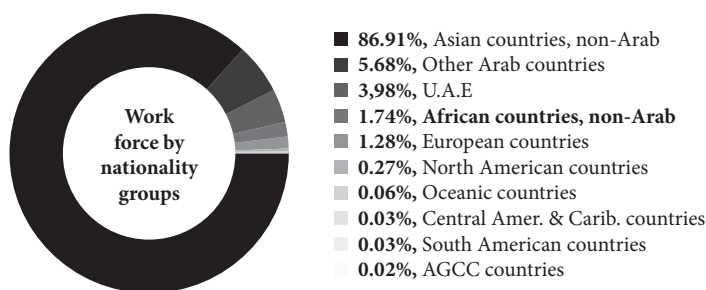
L'histoire du commerce et des relations transnationales de Dubaï avait continué au cours du XXe siècle. Même après le déclin de l'industrie de la perle dans les années 1930, Dubaï avait conservé sa position de centre régional de réexportation. Le pétrole avait été découvert en 1960 ; mais les réserves se sont avérées nettement modestes en comparaison avec les autres États de la région, à l'exemple d'Abu Dhabi et le Koweït. En 1971, les États de la Trêve devenaient les Émirats arabes unis, avec l'émirat de Dubaï comme un de ses membres. La famille Al-Maktoum en règne à Dubaï décidait d'investir dans les infrastructures commerciales et d'encourager les investissements étrangers par la création de zones franches, la promotion du tourisme, et la propriété immobilière privée (Davidson, 2008, p. 99-135). Ses corollaires tels que la zone franche de Jebel Ali, le luxueux hôtel Burj Al Arab, les artificielles Iles Palmiers, et le Burj Khalifa, bâtiment le plus haut du monde, sont devenus les monuments connus de la ville et affichent ses aspirations à définir le standard mondial pour le développement urbain (Elsheshtawy, 2010, p. 133-170). En outre, ces dernières années, l'élite politique et d'affaires de Dubaï a opté pour la diversification de ses stratégies économiques en se tournant vers les marchés émergents en dehors du Golfe, comme en Asie, en Russie et en Afrique (Kazim, 2010, p. 87-88).

À l'image de son économie, la population de Dubai a prospéré et s'est diversifiée au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Les nombreux projets de construction et d'investissement ont généré une demande importante de la main-d'œuvre étrangère dans tous les secteurs

---

5. En 2013, le quartier Bastakiya de Bur Dubai était renommé Al-Fahidi; une initiative qu'on pourrait interpréter comme faisant partie des tentatives officielles à minimiser l'héritage perse de Dubaï en faveur d'un passé qui refléterait davantage la culture arabe (voir Onley, 2005).

d'affaires et les niveaux d'emploi. En 1968, les travailleurs immigrants représentaient 50 pour-cent de la population de Dubaï (Kazim, 2010, p. 81). Selon les données recueillies en 2005, 82 pour-cent des résidents de Dubaï étaient nés à l'étranger, les deux tiers venant de l'Inde et du Pakistan (Elscheshtawy, 2010, p. 212). Les récentes estimations évaluent la population de Dubaï à deux millions, dont moins de 10 pour-cent d'Émiriens (Davidson, 2008, p. 190). Comme le soutient Kapiszewski (2006, 2007) par rapport à la main d'œuvre étrangère, il y a eu un changement de préférence dans les pays du Golfe et les Arabes étaient substitués par les Asiatiques dans les années 1970 et 1980. Tout en approuvant tacitement ce changement, la plupart des pays du Golfe ont institué des politiques de travail pro-arabes. Par exemple, en 1980, les Émirats arabes unis signaient des accords de travail avec la Tunisie, le Maroc et le Soudan afin de renforcer la présence arabe dans sa main d'œuvre (Kapiszewski, 2006, p. 8). Toutefois, ces politiques d'«arabisation» - et subséquentement, d'«émiratization» (voir Winckler, 2009) - n'ont jamais été pleinement mises en œuvre; et aujourd'hui, le nombre de migrants d'Asie du Sud et du Sud-est dépasse de loin toute autre nationalité constituant la population active étrangère des E.A.U.<sup>6</sup>. Selon Kazim (2010, p. 86-87) la diversité et le caractère mondial de la démographie de Dubaï ont considérablement augmenté au cours des vingt dernières années. De nos jours, les non-locaux représentent 200 nationalités différentes. Il demeure cependant difficile d'avoir des informations détaillées sur le nombre et les nationalités des résidents africains à Dubaï. Toutefois, une enquête sur la population active des E.A.U. réalisée en 2011 par le centre statistique de Dubaï indique que 23,125 personnes seraient originaires des pays d'Afrique non-arabes et sont des travailleurs salariés et indépendants<sup>7</sup>. Bien que leur nombre soit plutôt négligeable comparé aux travailleurs asiatiques estimés à environ 1,15 millions, ils sont néanmoins plus nombreux que l'ensemble des migrants européens et nord-américains évalués à environ 20 000 (illustration 1).



**Illustration 1** : Main d'œuvre des E.A.U. par nationalité

Source : Dubai Statistics Center, Enquête sur la population active de 2011 des Émirats arabes unis<sup>8</sup>

6. En faisant attention à la représentation des africains dans les EAU, seuls les Égyptiens (estimés à 140.000) et les Soudanais (évalués à 30.000) sont mentionnés dans la compilation des grandes communautés d'expatriées pour 2002 par Kapiszewski (2006, p. 10). Pourtant, leur nombre est minime par rapport aux Indiens et Pakistanais qui s'élèvent à 1,65 million.

7. Kapiszewski (2001, p. 87) estime que les migrants irréguliers représentent au moins 10 pour-cent de la population totale, soit 15 pour-cent de la population active dans les pays du Conseil de la Coopération du Golfe. Ainsi, le nombre réel de migrants africains à Dubaï peut être considérablement plus élevé.

8. Ce diagramme est créé à partir du fichier suivant : File DSC\_LFS\_2011\_02\_23, Employed (15 Years and Over) by Income of Salaries Cash Wages & Self Employment Monthly, Annual and Nationality Groups - Emirate of Dubai; [http://www.dsc.gov.ae/Reports/DSC\\_LFS\\_2011\\_02\\_23.pdf](http://www.dsc.gov.ae/Reports/DSC_LFS_2011_02_23.pdf) (dernièrement visité le 05/05/2013).

## Dubaï : une nouvelle destination pour les commerçants et les hommes d'affaires africains

Bien que les Africains constituent une fraction mineure de sa population en termes de résidence et d'emploi, la ville de Dubaï est cependant devenue une destination courante pour les commerçants et les gens d'affaires de nombreuses régions d'Afrique. Marchal (2001 ; 2005) a été parmi les premiers chercheurs à faire ce constat. Dès les années 1990, la présence africaine à Dubaï était encore marginale et surtout limitée aux ressortissants de la Corne et d'Afrique de l'Est. Cependant, la situation a connu un changement rapide, en ceci que les opérateurs africains de toutes les régions du continent ont progressivement fait leur entrée sur les marchés asiatiques, vus comme un prolongement ou une alternative aux centres commerciaux établis en Afrique et en Europe. Comme Marchal (2005, p. 103) le fait savoir, bien qu'historiquement enracinée dans les réseaux commerciaux de l'Océan Indien, l'avènement récent des commerçants africains à Dubaï devrait être vu sous le prisme des changements socio-économiques des années 1980 et 1990. A l'époque, de nombreux pays africains faisaient face à des crises économiques et politiques qui ont entraîné la montée de l'économie informelle, et qui à son tour a donné naissance à une nouvelle classe d'acteurs économiques. Ces changements sont allés de pair avec de nouvelles visions de la réussite économique ainsi que l'exploration de nouvelles destinations et de trajectoires d'affaires. L'exemple du Cameroun en est une illustration parfaite.

Depuis les années 1980 le Cameroun a subi une grave récession économique à la suite de la libéralisation économique et politique du pays. Du fait des programmes d'ajustement structurel, les recrutements à la fonction publique ont diminué de manière significative et, avec la dévaluation du franc CFA en 1994, le pouvoir d'achat des locaux a drastiquement réduit. En outre, cette libéralisation du pays s'est accompagnée d'une augmentation des pratiques frauduleuses et illégales, conduisant à un mécontentement général vis à vis d'un processus superficielle. Simultanément, de nouveaux imaginaires de réussite ont pris corps. Jusqu'à récemment, le fonctionariat et les emplois de bureau étaient considérés comme le chemin privilégié vers la reconnaissance sociale et la réussite économique. Comme cette trajectoire s'est soudainement rétrécie, les jeunes camerounais désillusionnés ont investi leur énergie et leur créativité dans des activités illicites et des aventures migratoires à risque, créant ainsi de nouveaux imaginaires d'un avenir meilleur (de Rosny, 2002 ; Förster, 2010 ; Jua, 2003). Deux figures illustrent à suffisance ces nouveaux imaginaires : *le feyman* et *le voyageur* (encore appelé *bushfaller* dans les milieux anglophones du Cameroun). *Le feyman* représente la nouvelle trajectoire d'enrichissement à travers la fraude à grande échelle, l'arnaque et l'escroquerie (comme la fabrication de la fausse monnaie, les investissements fictifs et l'arnaque sur Internet (Malaquais, 2001 ; Ndjio, 2012)). *Le voyageur ou bushfaller* représente le nouveau migrant transnational, animé du désir d'aventure et d'enrichissement, et reconnu comme tel par des transferts permanents de fonds et des visites régulières au pays, signes d'aisance matérielle et de réussite (Nyamnjoh, 2011 ; Pelican, 2013). Les deux concepts sont étroitement liés, étant donné que la plupart des *feymen* qui ont réussi opèrent à un niveau international, et le succès économique des migrants peut aussi être attribué à des pratiques frauduleuses. Cependant, il est important de noter que loin d'être manifeste, le jugement moral qu'impliquent ces allégations est plutôt complexe et subtile. Les deux notions connotent fortement l'idée du business licite ou illicite et, en fin de compte, donne lieu à un nouveau modèle de réussite : l'entrepreneur africain mondial.



La deuxième caractéristique de cette nouvelle catégorie d'acteurs économiques est leur exploration de nouvelles destinations dans le Sud, que l'on peut en partie considérer comme le corollaire des politiques d'immigration restrictives de l'Europe (Pelican et Tatah, 2009). Alors que beaucoup envisagent toujours voyager en Europe ou aux Etats-Unis, les pôles commerciaux tels que Dubaï, Guangzhou et Istanbul offrent des services et des opportunités économiques qui pourraient bien surclasser les offres de l'Europe (voir Pelican et Saul, 2014).

L'attrait de Dubaï sur les commerçants africains peut être attribué à son investissement stratégique dans la liaison des marchés asiatiques et africains (Marchal, 2001). Tout d'abord, les conditions de délivrance de visas facilement accessibles aux Africains en ont été une caractéristique essentielle. Dubaï offre des visas d'affaires de deux semaines à un taux relativement bas et n'impose pas de restrictions sur le transport des devises. Cela a été particulièrement important compte tenu du renforcement du contrôle aux frontières de l'Europe et son impact négatif sur les entreprises commerciales. Deuxièmement, les infrastructures commerciales de Dubaï et sa politique de gentillesse en affaires, sont bien appréciées des commerçants africains car, elles garantissent un système de transport des biens et des personnes à la fois supportable et confortable. En outre, la facilité dans la communication favorise aussi l'attrait de Dubaï. En effet l'anglais est la langue usuelle, notamment parmi les gens d'affaires dont la plupart sont des étrangers. En troisième lieu, la disponibilité des produits variés de toutes les provenances et à des prix attractifs a été un facteur crucial dans l'attraction des commerçants africains à Dubaï. Ils sont davantage intéressés par des produits tels que les textiles, les appareils électroniques, les voitures et les pièces détachées pour voiture, l'or et les bijoux en plaqué, les produits de beauté et les denrées alimentaires de choix. Cependant, la gamme de produits importés varie beaucoup, en fonction des fluctuations du marché et des spécialisations des commerçants. Par exemple, parmi les commerçants camerounais que j'ai rencontrés à Dubaï, l'un était spécialisé dans le matériel de photographie et l'autre dans les textiles. Une troisième commerçante s'occupe des commandes des élites et autres clients hautement sélectifs; dans un container elle avait chargé par exemple une voiture, des équipements ménagers neufs et d'occasion, des ustensiles de cuisine, de la literie, des vêtements et des chaussures à la mode.

Selon Marchal (2001, p. 92-93), on peut distinguer trois catégories d'opérateurs : les commerçants avec un capital relativement bas, qui achètent une gamme de produits diversifiés; les commerçants de la classe moyenne, spécialisés dans les articles d'exportation de premiers choix et dont le capital peut atteindre les centaines de milliers de dollars; et les grands importateurs qui sont souvent fournisseurs du secteur public et ont tendance à négocier directement avec les usines. La plupart des commerçants camerounais que j'ai rencontrés à Dubaï appartiennent à la première catégorie. Ils viennent régulièrement, et s'attachent les services de courtiers-facilitateurs qui sont souvent leurs co-nationaux. Entretemps, le niveau d'enrichissement de quelques-uns leur a permis de multiplier leurs voyages d'affaires tout en explorant d'autres opportunités en Chine, en Thaïlande, en Turquie et en Europe. D'autres ont dû arrêter de voyager pour Dubaï et se sont rabattus sur les marchés africains (par exemple Cotonou, Lagos) puisque leur capital limité ne générerait plus suffisamment de profits pour couvrir leurs dépenses.

Marchal (2005, p. 106) a identifié deux faiblesses potentielles qui peuvent à long terme influencer le rôle de Dubaï pour les commerçants africains. D'une part, Dubaï n'est pas aussi moins cher que l'on puisse croire; tant il est vrai que ces dernières années, un nombre croissant

de commerçants ont fait de très bonnes affaires en traitant directement avec les producteurs en Asie, plus particulièrement en Chine. Cependant, dans le même temps, de nombreux commerçants apprécient les facilités ainsi que les réseaux sociaux et commerciaux qu'offrent Dubaï (Keshodkar, 2014). D'autre part, Marchal interroge le rôle des intermédiaires, et se demande si les politiques commerciales plus agressives de la Chine, de la Malaisie, de la Corée du Sud et du Japon ne vont pas séduire les Africains. A l'inverse, je soutiens que c'est ce réseau de compatriotes courtiers-facilitateurs que de nombreux commerçants africains apprécient, puisqu'il offre un environnement social familier, la confiance, la stabilité et un certain degré de contrôle.

### **Les migrants camerounais à Dubaï: les empreintes économiques**

L'accent ici est mis sur les façons dont les camerounais s'insèrent dans l'économie formelle et informelle, marquant ainsi leur présence à Dubaï<sup>9</sup>. Comme nous le verrons, l'image générale est celle des commerçants et migrants africains fortement prédisposés à s'engager dans le secteur du fret (« cargo ») de Dubaï. Pourtant, le « cargo » ici n'est pas compris dans le sens conventionnel d'entreposage et d'organisation du transport des marchandises, mais intègre toute une gamme de services associés, tels que la facilitation de l'obtention du visa, l'assistance dans les affaires et le transfert d'argent.

Comparativement aux Africains de l'Est et de la Corne de l'Afrique, les Camerounais sont relativement nouveaux à Dubaï. Tout a commencé par des commerçants qui ont fréquenté la région dès la fin des années 1980. Leur besoin d'intermédiaires pour faciliter leur séjour a ouvert la voie à des formes de migrations permanentes. En outre, ces dernières années, Dubaï a attiré de nombreux Camerounais à la recherche d'opportunités d'affaires et d'emplois. Cependant ils ne représentent qu'une petite fraction des Africains à Dubaï. Les chiffres fiables sont difficiles à obtenir, comme les données statistiques publiques du gouvernement de Dubaï ne précisent pas la nationalité mais la région de provenance. L'ambassade du Cameroun la plus proche est basée à Riyad en Arabie Saoudite, et seulement quelques-uns des Camerounais que j'ai rencontrés à Dubaï ont fait un effort de s'y enregistrer officiellement. En se basant sur les estimations de deux Camerounais bien établis à Dubaï, la communauté peut être évaluée à un ou deux milliers de personnes – bien qu'avec un taux de fluctuation élevé. Elle comprend à la fois les hommes et les femmes de diverses régions du Cameroun, mais avec une forte représentation de la région de l'Ouest (francophone) et le Nord-Ouest (anglophone). Dans le discours public camerounais, ces régions ont la réputation d'engendrer des individus avec un intérêt pour l'éducation et le sens des affaires, et qui sont considérés comme politiquement marginalisés (Pelican, 2013). Alors que la majorité des camerounais à Dubaï sont des chrétiens, les musulmans du nord du Cameroun constituent une petite fraction. Comme certains interlocuteurs l'ont souligné, ces derniers sont un peu mieux placés dans l'environnement musulman des Émirats arabes unis que leurs homologues chrétiens, car ils sont plus respectés et bénéficient des possibilités de nouer des liens avec des gens d'affaires locaux à la mosquée. Pourtant, bien que les Camerounais à Dubaï soient un groupe assez hétérogène, ils partagent une vision commune de la ville, celle d'un environnement favorable au commerce et les affaires.

---

9. Pour une description détaillée des motivations et des activités des migrants camerounais à Dubaï voir Deli (2013).



En termes de stratégies de subsistance, les Camerounais peuvent être regroupés en trois catégories qui se chevauchent. En effet, ils sont soit tournés vers les affaires, le travail salarié ou les études universitaires. Les frontières sont cependant fluides, les individus pouvant combiner plusieurs activités ou passer d'un secteur à l'autre au fil du temps. Pour la période étudiée, les petits entrepreneurs constituaient clairement la majorité. Cependant, des entrevues menées au cours de mes visites consécutives (2011 et 2014), il ressort que plusieurs personnes ont accédé à des emplois qualifiés et bien rémunérés, une tendance qui pourrait se poursuivre au vu de la densité des réseaux d'information et l'intérêt des professionnels camerounais à vivre et travailler à Dubaï. En outre, le nombre d'étudiants camerounais pourrait aussi augmenter car la disponibilité des programmes universitaires internationaux va attirer de potentiels candidats

En 2008, la plupart de mes interlocuteurs étaient relativement nouveaux, arrivés il y avait quelques mois ou quelques années, et se battaient encore pour mener une vie décente et pour trouver leur marque dans le système d'immigration et de travail des E.A.U. A cette période, les agences de voyage et les courtiers au Cameroun présentaient Dubaï comme une destination prometteuse (avec un visa facilement accessible et d'abondantes possibilités d'emploi) et un passage facile vers l'Europe ou les aux Etats-Unis ; et tout cela à un prix abordable. Plusieurs candidats à la migration, voulant à tout prix quitter le pays après plusieurs tentatives infructueuses, avaient opté pour cette alternative et, à l'arrivée, avaient été confrontés à des obstacles imprévus tels que les promesses non tenues ou les faux visas.

Compte tenu des contraintes structurelles, beaucoup de mes interlocuteurs camerounais ont opté de s'engager dans les activités informelles, telles qu'assister les commerçants dans l'achat de leurs produits, travailler comme rabatteurs pour les propriétaires de magasins, vendre de la nourriture africaine et les boissons alcoolisées dans des domiciles privés, louer les voitures et les exploiter informellement comme taxis, la prostitution, etc. Plusieurs de ces activités informelles côtoient l'illégalité et exposent les migrants au risque de confrontations avec la police. Ainsi, en 2011, certaines de ces activités, comme le taxi privé et la restauration à domicile, n'étaient plus faisable en raison de l'amélioration du transport et des contrôles plus rigides<sup>10</sup>. Pour plusieurs, les efforts pour trouver un emploi décent et régulariser leur séjour n'ont pas été fructueux et ils ont finalement décidé de retourner au Cameroun. D'autres ont persisté et se sont concentré dans le fret, un choix qui s'est avéré plutôt rentable et fiable grâce au flux constant de commerçants africains qui fréquentent Dubaï.

En effet, servir de guide aux commerçants et faciliter des contacts d'affaires valent des commissions versées à la fois par le client et l'entreprise. Il existe aussi des tâches de suivi telles que faciliter l'exportation des marchandises. Tous ces services sont considérés comme faisant partie de l'activité de fret et sont du ressort à la fois des travailleurs indépendants et des gestionnaires de l'entreprise.

En 2011, je dénombrais au moins quatre entreprises de fret enregistrées et gérées par les Camerounais qui servaient de modèle à une grande partie des nouveaux-venus. L'on

*10. Lors de ma première visite sur le terrain en 2008, plusieurs Camerounais étaient soupçonnés être impliqués dans la production de la fausse monnaie et l'arnaque des riches Émiriens, ce qui a eu un impact négatif sur la réputation de leur nationalité, comme l'ont relevé des informateurs. En 2011, cette affaire ne semblait plus d'actualité, bien que des rumeurs sur l'implication des individus dans la feymania (transactions illicites) circulaient encore au sein de la communauté camerounaise. En même temps, il m'avait été rapporté que beaucoup de femmes engagées dans la restauration à domicile et la prostitution avaient été expulsées au cours des descentes policières initiées avant le Ramadan. Ceci a donné lieu à un ralentissement cyclique en fonction de la rigidité des interventions de la police.*

peut évoquer parmi bien d'autres, le cas de Jeanne, C'est une femme d'affaire forte qui, en ce moment-là, avec son mari, gérait une entreprise de fret et un hôtel-restaurant. Jeanne était venue à Dubaï en 2000 et avait démarré avec la restauration Africaine, bien qu'elle soit diplômée en science de la terre. Son restaurant se portait bien et petit à petit, elle s'était engagée dans d'autres secteurs d'activités, soutenue par son mari qui l'avait rejoint à Dubaï avec leurs jeunes enfants. Leur business intégrait une gamme de services variés, tels que l'hébergement, la cuisine, le transfert d'argent, l'assistance dans les affaires, ainsi que l'obtention et la prolongation du visa.

L'immigration vers les E.A.U., et plus généralement les pays du Conseil de Coopération du Golfe, est régie par un système de parrainage, aussi appelé *kafala*. Ce système exige aux étrangers d'avoir un parrain local qui est généralement leur employeur et est responsable de leur visa et donc, de leur statut légal<sup>11</sup>. De même, tout propriétaire d'entreprise est tenu de nouer un partenariat d'affaires avec un citoyen émirien<sup>12</sup>. En conséquence, il s'est développé une industrie de visas impliquant une variété d'acteurs et d'institutions: le service d'immigration des E.A.U., les citoyens des E.A.U., les entreprises habilitées à délivrer des visas, ainsi que des intermédiaires. Ainsi, les frais de visa augmentent à chaque fois qu'un courtier supplémentaire est impliqué. Pour de nombreux Camerounais, l'industrie des visas est une source de revenu attrayante et facile, puisqu'ils gagnent sur chaque visa dont ils facilitent l'obtention ou le prolongement. Ici aussi, le cas de Jeanne est expressif, puisqu'il démontre que le commerce de visa présente des risques. Comme gestionnaire d'une entreprise, Jeanne était autorisée à recruter un certain nombre des travailleurs. Cette prérogative lui offrait de revenus consécutifs, puisqu'elle vendait les visas de travail aux Camerounais qui cherchaient l'opportunité de s'installer à Dubaï. Mais après quelques années, il est apparu que certains de ses ouvriers ne travaillaient pas ou plus dans son entreprise, ce qui est contraire à ce que prévoit le système d'immigration et d'emploi aux E.A.U. En conséquence, l'entreprise de Jeanne a été pénalisée et finalement, elle a été obligée de se réinstaller avec sa famille au Cameroun.

Contrairement aux cas des employés de Jeanne qui avaient l'avantage de posséder un visa de travail, la majorité de nos interlocuteurs étaient entrés à Dubaï avec un visa court séjour en tant commerçant, visiteur ou touriste. En conséquence, ils n'avaient que quelques semaines pour trouver un emploi avant l'expiration de leur visa. La plupart venait avec l'idée de trouver facilement un emploi bien rémunéré dans leur domaine de spécialisation, notamment la restauration, le tourisme ou l'administration des affaires. Toutefois, cela s'était avéré plus difficile que prévu. Comme le confirme la recherche de Malit et Tchiapép (2013), les migrants africains font face à des obstacles structurels dans la recherche d'un emploi acceptable. Tout d'abord, ils sont souvent confrontés à «la déqualification» (mobilité professionnelle descendante), parce que leurs certificats d'études ne sont pas reconnus ou parce qu'ils ne possèdent aucune

---

11. Dans cet article, je ne peux pas explorer le système *kafala* dans sa profondeur, mais l'évoquerai seulement selon la perspective des migrants camerounais (voir Pelican, 2015). Une analyse perspicace de son fonctionnement et ses effets a été fournie par Longva (1997) à partir du cas du Koweït. Mednicoff (2012) pour sa part se penche sur les intentions des décideurs dans la gestion des travailleurs migrants dans les E.A.U. et au Qatar.

12. Les Émirats arabes unis et Dubaï en particulier, ont très tôt initié un certain nombre de zones de libre-échange pour attirer les investissements des entreprises en offrant une exonération fiscale ainsi que la possibilité pour les étrangers d'être propriétaires d'entreprise. La plus connue d'entre elle est la Jebel Ali Free Zone créée en 1985 (Davidson, 2008, p. 114-119). A ma connaissance, les camerounais de notre échantillon d'étude ne tiraient aucun avantage significatif des réglementations appliquées aux zones de libre-échange à Dubaï. Aucune des rares entreprises dirigées par des Camerounais n'a été enregistrée dans une zone de libre-échange, tout comme les employés camerounais des entreprises basées dans une zone de libre-échange (par exemple Dubai Healthcare City) étaient toujours dépendants de leur employeurs qui dès lors agissaient encore comme leurs parrains.

expérience professionnelle antérieure dans les E.A.U. Deuxièmement, la tendance est à une division du travail suivant les nationalités, à la fois dans la perception générale et dans les pratiques d'embauche. Les professions «habituelles» pour les Africains à Dubaï sont limitées à la sécurité et l'accueil (ils sont par exemple portiers, réceptionnistes, serveurs et vendeurs) qui sont généralement des emplois mal rémunérés et qui manquent la possibilité de progrès professionnel. En troisième lieu, le traitement salarial est lié à la nationalité de l'employé et les Africains constituent la catégorie la plus défavorisée ; une pratique perçue comme raciste ou discriminatoire par la plupart des interlocuteurs camerounais (Malit et Tchiapép, 2013, p. 16-20). La prévalence de préjugés raciaux – pas seulement parmi les locaux mais les habitants de Dubaï en général, y compris les migrants britanniques (Walsh, 2010) – se reflète aussi bien dans les pratiques d'embauche que dans les rencontres quotidiennes. Pourtant, comme l'ont montré plusieurs auteurs (par exemple Mahdavi, 2011; Nagy, 2006 ; Vora, 2013) c'est la conjugaison des facteurs tels que l'éthnicité, le sexe et la classe qui déterminent les opportunités d'emploi et le vécu des migrants dans les pays du Golfe.

Malgré ces facteurs négatifs, plusieurs de nos interlocuteurs ont opté pour l'embauche dans une société basée à Dubaï en vue de la sécurité de l'emploi formel et un séjour régularisé. Ici aussi, le système de parrainage des E.A.U. joue un rôle important, les contrats de travail étant assujettis à un sponsor, soit-il un individu émirien ou une entreprise basée à Dubaï. On a beaucoup écrit sur la nature abusif du système *kafala*, principalement en ce qui concerne les ouvriers non-qualifiés et les domestiques, car ils sont placés sous le contrôle quasi absolu de leurs employeurs (voir par exemple Gardner, 2010 ; Human Rights Watch, 2006 ; 2007 ; Longva, 1997). Pour le cas des Camerounais, la situation n'est pas aussi critique car ils ne travaillent généralement pas dans les chantiers de construction<sup>13</sup> ou dans le secteur domestique<sup>14</sup> où les violations des droits des travailleurs ont été les plus sévères. Cependant, plusieurs interlocuteurs se sont plaints d'avoir été forcés à signer des contrats de travail en leur défaveur, qui les lient à une entreprise pendant trois ans sans option de démission ou de changement d'employeur<sup>15</sup>. Ce manque de souplesse, associé à des conditions de travail et de salaire insatisfaisants, a motivé deux de nos interlocuteurs à quitter leur emploi rémunéré pour s'investir dans le domaine du « cargo », tandis que d'autres ont essayé de combiner l'emploi formel avec les activités informelles.

Bien que nous ayons rencontré des Camerounais dans une variété de professions, plusieurs hommes et femmes ont fini par travailler dans le secteur de la sécurité. Comme nous l'avons appris, l'offre d'emploi faisait partie de l'accord initial avec le courtier de la migration depuis Cameroun. Pourtant, dès leur arrivée à Dubaï, ils ont réalisé la véritable nature et les conditions de travail - bas salaires, de longues heures de travail et hébergement bondé- et n'avaient que deux semaines pour trouver une alternative avant l'expiration de leur visa. Ainsi, ils ont finalement signé un contrat avec une agence de sécurité afin de

13. Contrairement aux travailleurs migrants originaires d'Inde ou d'Asie du Sud-Est, très peu d'Africains travaillent comme ouvriers dans les chantiers de construction. Comme l'ont affirmé des informateurs camerounais, les travaux de construction sont mal rémunérés, et sont non seulement physiquement exigeants, mais aussi écornent leur dignité. Ils préfèrent travailler dans la sécurité ou le « cargo » où ils ne sont pas trop exposés au travail physique dans le rude climat de Dubaï, et où ils espèrent un revenu plus élevé. Leur perception est inspirée de leurs attentes et leurs investissements dans le projet de voyage pour Dubaï, ainsi que leur niveau d'éducation et d'expérience dans l'économie informelle. Il y a aussi un petit jugement racial dans cette déclaration, puisque que les Camerounais construisent leur estime de soi sur le fait qu'ils ne sont pas au plus bas de la hiérarchie sociale de Dubaï

14. Initialement largement dominé par les femmes migrantes d'Asie du Sud-Est, le secteur domestique est devenu un canal populaire pour les femmes rurales d'Éthiopie pour travailler comme domestiques dans le Golfe (de Regt, 2010; Fernandez, 2010; Mahdavi, 2011).

15. Depuis Janvier 2011 la durée des contrats de travail serait réduite à deux ans (voir Mednicoff, 2012).

régulariser leur séjour, avec l'espoir de changer à un emploi mieux rémunéré. Toutefois, c'est au fil du temps qu'ils ont compris la rigidité du système *kafala*. Un autre interlocuteur, travaillant aussi dans une agence de sécurité a été plus chanceux. Du fait de sa qualité de boxeur professionnel, il a été recruté comme videur dans les boîtes de nuit et garde du corps lors des concerts de rock, et pouvait ainsi avoir des revenus supplémentaires. En outre, il a réussi à établir des contacts avec les organismes de sport et à faciliter l'invitation des boxeurs camerounais aux tournois professionnels de boxe. Quand je l'ai revu de nouveau en 2011 et 2014, il travaillait encore dans la même entreprise et avait épousé une Russe avec qui il avait un petit garçon. Pendant ses temps libres il donnait également des cours de boxe dans une structure de sport pour expatriés. En outre, il avait investi dans un club de boxe dans sa ville natale au Cameroun.

Comme l'ont montré Khalaf et Alkobaisi (1999) au sujet des migrants arabes et asiatiques dans les Émirats arabes unis, la réussite dans la recherche d'emploi dépend souvent de l'endurance et des ressources de l'individu. Esther par exemple était infirmière au Cameroun avant son arrivée à Dubaï en Octobre 2007. Trouver un emploi dans sa profession était un véritable défi qui a duré dix mois au cours desquels elle ne vivait que du soutien financier régulier de son mari au Cameroun. Elle avait changé de visa deux fois et enfin avait trouvé un emploi dans une banque, mais qu'elle avait aussitôt quitté et par conséquent, allait encore survivre des ressources de son mari. Enfin, elle avait été recrutée à l'Hôpital Urbain, un hôpital nouvellement créé par un Sud-africain dans le Quartier Médical de Dubaï. Ensemble avec d'autres infirmières d'Afrique et d'Asie, Esther était affectée au service de maternité, et avait reçu une formation dans l'utilisation des équipements modernes du service. Quand je la rencontrais pour la première fois en Octobre 2008, elle était encore en période d'essai, mais percevait déjà un salaire mensuel de 4000 DEA (équivalent de 1.089 Dollars Américains à l'époque). En outre, elle était logée, et bénéficiait des pourboires des clients satisfaits. En fin de compte, l'endurance d'Esther et le soutien incessant de son mari avaient été fructueux puisqu'au bout d'un an, elle a réussi à envoyer à la famille au pays une voiture, des articles électroniques et d'autres produits sollicités<sup>16</sup>. En outre, en plus de ces réalisations matérielles, le niveau du prestige social de la famille a augmenté. Le mari d'Esther, un employé de basse catégorie au service de gestion dans les plantations de caoutchouc du Sud-Ouest du Cameroun, s'est réjoui non seulement de pouvoir s'occuper d'une famille polygamique mais aussi d'avoir réussi à envoyer sa deuxième femme à Dubaï. À son avis, les 4,5 millions de francs CFA (9450 Dollars Américains) dépensés pour réaliser le rêve d'Esther de vivre et travailler à l'étranger ont été investissement rentable<sup>17</sup>. Cependant, le cas d'Esther est juste un parmi tant d'autres tentatives à réussir et mener une vie meilleur à l'étranger. La quantité d'énergie, de temps et d'argent nécessaire pour atteindre cet objectif est considérable.

### **Les empreintes spatiales des Africains sur l'espace urbain de Dubaï**

La représentation et l'empreinte spatiales des Camerounais sur l'espace urbain sont étroitement liées à leurs activités économiques. Je m'inspire de Elsheshtawy (2010) et Bristol-Rhys (2012) qui, dans l'étude des frontières sociales et spatiales à Dubaï et Abu Dhabi ont mis en évidence

16. J'ai visité la famille d'Esther au Cameroun, et l'ai aussi personnellement rencontrée lors de sa première visite au pays en 2009.

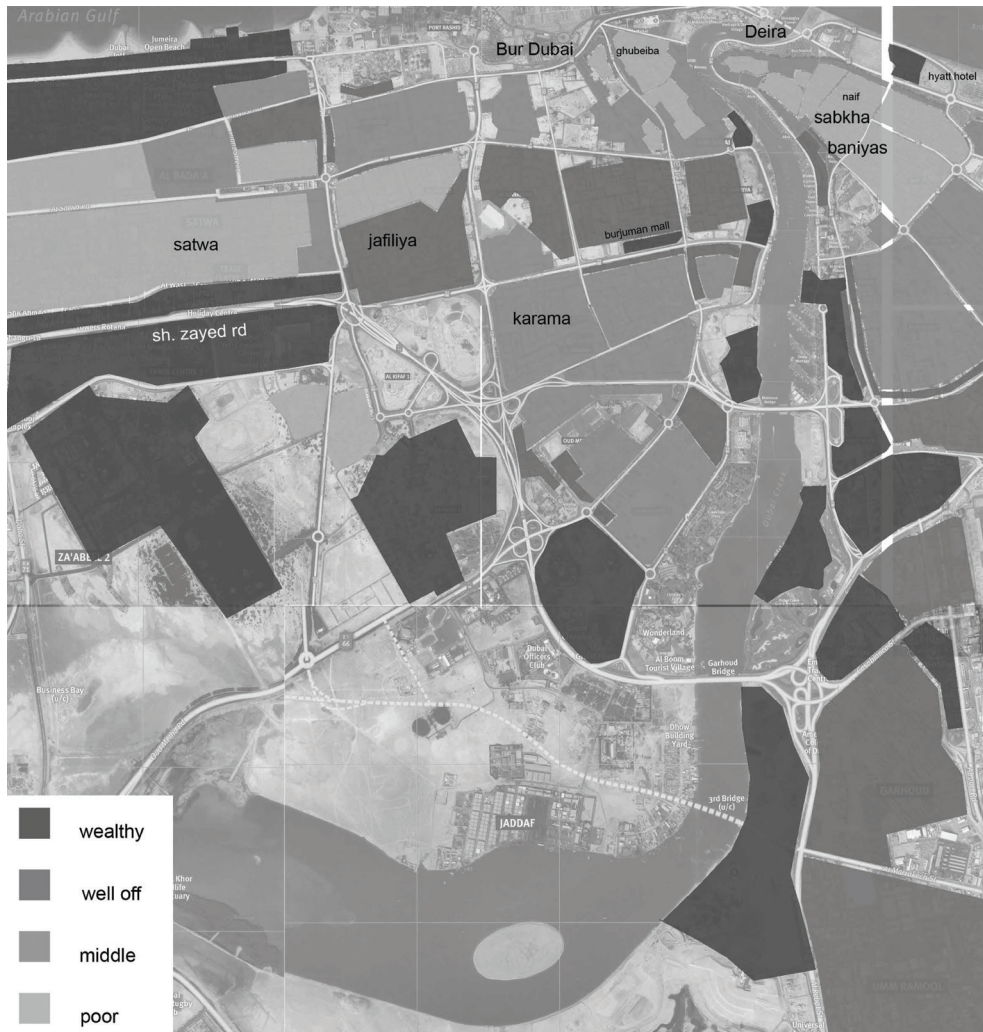
17. Ce montant comprend les dépenses pour les services du courtier de la migration (env. 2,5 mio.) et le séjour d'Esther à Dubaï.

le rôle essentiel des communautés de migrants dans la structuration de l'espace urbain. Alors qu'ils se sont concentrés principalement sur le cas des migrants arabes et asiatiques, je voudrais, dans une perspective de complémentarité, centrer mon regard sur les Africains et plus spécifiquement les commerçants et migrants camerounais.

Dans son livre « Dubai : Behind an Urban Spectacle », Elsheshtawy (2010) se penche sur le développement urbain de la ville dans la perspective socio-géographique. Il attire l'attention sur le caractère varié des espaces urbains de Dubaï : d'une part, les mégaprojets et les avenues commerciales de la ville qui représentent désormais la « marque Dubaï » ; d'autre part, les espaces transitoires habités par des populations migrantes et qu'il considère comme « cachés », mais qui sont des espaces viables de Dubaï. Dans son analyse, il oppose le « spectaculaire » à l'« ordinaire » et interprète leur coexistence comme une lutte entre les projeteurs et les résidents autour de la structuration des espaces urbains. Pour illustrer son argument, il explore deux sites d'appropriation des espaces urbains par les migrants. Tout d'abord, les espaces informels de vente en détail de Dubaï, dominés par les restaurants ethniques, les marchés ethniques, et la vente des produits de contrefaçon ; ensuite, les espaces de la vie quotidienne des migrants qui incluent les points de rencontres populaires, ainsi qu'une variété d'espaces de logement. En transposant les conclusions de Elsheshtawy au cas des Camerounais à Dubaï, j'apprécie sa notion de « espaces transitoires » caractérisés par l'absence de permanence et de plan d'urbanisation, et occupés par des étrangers qui sont eux-mêmes dans une phase transitoire (Elsheshtawy, 2010, p. 241- 244).

Les quartiers les plus anciens et les plus transitoires de la ville - Bur Dubai et Deira - sont situés à l'entrée de la Crique de Dubaï (illustration 2). C'étaient les premiers quartiers commerciaux et résidentiels originellement habités par des familles émiriennes. Suite à la croissance économique et urbaine de la ville, la plupart des Émiriens se sont déplacés du centre vers les banlieues nouvellement développées et offrant plus d'espace et d'intimité. Leurs maisons ont été supplantées par des bâtiments commerciaux ou louées à des étrangers. De nos jours, Deira, Bur Dubai, et le Karama voisin sont les districts donc la densité de population est la plus élevée et qui accueillent la majorité des migrants ouvriers et travailleurs de la classe moyenne de Dubaï (Elsheshtawy, 2010, p. 216). Ce sont aussi les districts où la présence africaine à Dubaï est la plus tangible.





**Illustration 2 :** Analyse socio-géographique du centre-ville de Dubaï, montrant la distribution des zones par statut social.

Source : Elsheshtawy, 2010, p. 216 (reproduit avec le consentement de l'auteur).

L'auteur a spécifié que la carte se base sur son analyse de l'état des bâtiments et sa familiarité avec les quartiers, non sur les données statistiques car ce type de données n'existe pas<sup>18</sup>.

Par rapport aux groupes des migrants arabes et asiatiques, les empreintes spatiales des africains sont plutôt discrètes. Néanmoins, parmi les nationalités africaines, ceux qui ont longtemps séjourné dans le Golfe ont un impact sur l'espace public et sa perception, contribuant ainsi au caractère mondial et multiculturel de la ville. A Deira par exemple, des noms ont officiellement été donnés à certaines localités suivant les différentes nationalités en présence.

18. Communication email, 2.4.2013.



Le plus populaire c'est Nasser Square, du nom du défunt président égyptien. Mais il y a aussi la « *masjid* soudanaise » (une mosquée), le « quartier somalien », et la « rue éthiopienne » avec des magasins et restaurants ethniques. Pourtant, comme le soulignait mon hôte Murad, ces noms se rapportent souvent à des liens historiques, tels que la nationalité de l'Imam qui a initié une congrégation ou les premiers occupants d'un quartier. De nos jours, il est probable que cela ne s'applique plus de manière stricte, du fait du caractère transitoire des quartiers.

La plupart des commerçants et migrants camerounais se retrouvent dans le quartier d'affaires historique de Deira à côté de la Crique de Dubaï. La zone est caractérisée par une multitude de magasins, marchés, entreprises, hôtels et restaurants de bas de gamme qui répondent aux besoins d'une clientèle internationale. Alors que les gestionnaires de la plupart des établissements sont d'Asie du Sud, d'Iran ou des Etats arabes voisins, les commerçants en provenance d'Afrique et d'Asie centrale constituent une clientèle importante. Cela se reflète dans la réponse d'un indien vendeur de quincaillerie avec qui je me suis entretenue en 2008. Il relevait en effet que de nombreux magasins à Deira dépendaient largement des clients africains. Ainsi, si d'aventure les commerçants africains changeaient de destinations d'affaires, en raison de la crise financière par exemple, lui et bien d'autres n'auraient plus de revenus. Par conséquent, de nombreux restaurants, hôtels, magasins de détail, et entreprises de fret font des efforts explicites pour attirer les clients africains ; en donnant par exemple le nom des villes africaines à leurs entreprises ou en employant des vendeurs et rabatteurs africains.



**Illustration 3 :** Rue commerciale très fréquentée à Deira.

Source : Michaela Pelican.



**Illustration 4 :** Magasin asiatique de vente d'accessoires informatiques appelé « African Palace ».

Source : Michaela Pelican.

Les champs d'actions des commerçants africains ne sont pourtant pas limités aux quartiers d'affaires historiques de Dubaï. Le centre commercial chinois Dragon Mart situé à la périphérie de la ville, les magasins spécialisés dans l'automobile concentrés dans la ville voisine de Sharjah, ainsi que de nombreuses foires d'affaires de Dubaï constituent aussi bien des destinations attractives. En outre, les commerçants explorent également les sites de spectacle de Dubaï pour des raisons commerciales ou touristiques. Par exemple, les photographies devant l'hôtel de luxe Burj Al Arab en forme de voile ou le Burj Khalifa, le plus haut bâtiment du monde, sont les plus populaires. Ainsi, en réponse aux besoins d'une clientèle d'affaires de classe moyenne, la société MTA (Messagerie et Tourisme pour l'Afrique) basée au Cameroun (avec un poste de représentation à Dubaï), a mis sur pied une offre business-tourisme tout-inclus qui comprend un tour de la ville de Dubaï, un thé de bienvenue dans un hôtel de luxe, des

excursions dans différents centres commerciaux (par exemple l'Avenue des Émirats avec une piste de ski enfermée, l'Avenue de Dubaï avec un aquarium géant, l'Avenue Wafi à thème égyptien) et un safari dans le désert<sup>19</sup>.

Les migrants camerounais fréquentent généralement les mêmes espaces que les commerçants africains, mais sur un rayon plus large. Par rapport à leurs espaces de vie, la majorité convergent vers Deira où ils vivent dans des logements communs, aussi connus comme « bed space » (espace du lit). Les maisons sont pour la plupart des immeubles à appartements, gérés par des sociétés immobilières. Considérant le standard de Dubaï, ce sont souvent des bâtiments relativement anciens et délabrés. De plus, les loyers sont plutôt élevés en raison de leur emplacement au centre de la ville. Le prix moyen pour le « bed space » est de 500 DEA (136 Dollars American), et il est fréquent de trouver quatre à huit migrants – généralement de même sexe et de même nationalité - partager un appartement d'une chambre avec une petite cuisine et toilette. Comme mon hôte Murad l'avait expliqué, les prix des logements étaient en hausse en 2008 et 2009, mais ont baissé en fin 2010. Pendant ce temps, les Camerounais ont élargi leur rayon vers des quartiers limitrophes tels que Al Baraha et Al Muteena (où les immeubles d'habitation sont plus récents), ou vers les Émirats voisins tels que les villes de Sharjah et Ajman où les loyers sont généralement plus bas.

La majorité des Camerounais qui pratiquent le « bed space » sont les nouveaux-venus ou ceux qui travaillent dans le domaine du « cargo ». Les couples ou les personnes en quête d'un peu plus d'intimité ont tendance à vivre dans un autre type de logement commun, à savoir de vieilles villas abandonnées par leurs propriétaires émiriens qui ont depuis longtemps migré vers la périphérie de la ville. Ces villas sont situées dans les quartiers nord et nord-est de Deira (Hamriya, Abu Hail, Al Waheda et Hor al Anz). Officiellement, le logement commun n'est pas autorisé dans ces zones résidentielles, et seuls les couples mariés et les familles devraient occuper une villa. Parfois, des contrôles sont effectués par la police de la municipalité, et des villas peuvent être évacuées. De même, la pratique du « bed space » n'est pas officiellement acceptée, mais tacitement tolérée.

En comparant les conditions de logement des Camerounais avec ceux des migrants ouvriers et la classe moyenne tel que décrits par Elsheshtawy (2010, p. 206-236), de nombreuses similitudes apparaissent. Ceci est d'ailleurs compréhensible dans la mesure où les camerounais ont suivi l'exemple des premiers groupes de migrants. Toutefois, il existe deux caractéristiques visiblement différentes. Tout d'abord, parmi mes informateurs, je n'ai rencontré aucun camerounais vivant dans des camps de travail, tels que ceux qui sont couramment présentés dans les médias et les rapports des droits de l'Homme (par exemple Human Rights Watch, 2006 ; voir aussi Gardner, 2010). Même ceux qui ont un contrat de travail incluant le logement par l'entreprise préfèrent souvent chercher leur propre logement, et ce pour diverses raisons, telles que le désir d'être plus proche du centre-ville de Dubaï, la quête de plus d'intimité, la préférence pour la compagnie des colocataires camerounais, ou la possibilité d'économiser sur le loyer. Deuxièmement, les camerounais plus aisés préfèrent des appartements modernes dans les quartiers pour la classe moyenne de Dubaï, repérables à travers la ville (par exemple Al Garhoud, al Nahda, City International, Dubaï Marina). Et les quelques personnes

---

19. En 2011, MTA faisait la promotion d'un voyage d'affaires d'une semaine à Dubaï au prix de 1,15 à 1,55 mio. francs CFA (2300 - 3100 USD) par personne, y compris les frais de visa, le billet d'avion, l'hébergement à hôtel (occupation simple ou double), les repas et un programme de tourisme. Bien que la société ait un site internet (<http://www.mta-dc.com/site/> (dernière visite 01/10/2014), la publicité sur son programme de Dubaï se faisait à travers les dépliants et les réseaux personnels.

employées par des sociétés internationales vivent dans des villas modernes de haut standing dans ce qui est appelé Nouveau Dubaï (par exemple Jumeirah, Jumeirah Heights). Alors que cette catégorie de migrants des classe moyenne et supérieure a été négligée dans l'étude de Elsheshtawy en raison de son orientation tournée vers la géographie sociale, je les inclus dans mon échantillon, de manière à fournir une vue complète de la représentation spatiale des Camerounais à Dubaï. Je tiens à souligner, cependant, qu'il ne s'agit que d'un compte rendu provisoire, étant donné que les Camerounais ne constituent pas un groupe bien établi mais fluctuant, et que le développement urbain de Dubaï est généralement transitoire.

### **La vie sociale et associative des Camerounais**

Tel que mentionné précédemment, d'une manière ou d'une autre, la plupart des Camerounais que j'ai rencontrés à Dubaï étaient engagés dans le secteur du « cargo », soit de façon permanente ou ponctuelle. Même s'ils travaillent dans d'autres secteurs et résident dans différentes localités de la ville, le point de convergence de leurs intérêts est les relations commerciales entre l'Afrique et Dubaï. Au-delà de ceci, ils n'ont que très peu de choses en commun, et le sentiment d'appartenance à une communauté camerounaise, ayant une identité commune et un réseau de soutien mutuel est quasi-inexistant.

Pour la majorité de mes interlocuteurs, étant des entrepreneurs, leur vie sociale et leurs activités commerciales s'entremêlent. En même temps, leurs réseaux sociaux découlent principalement de l'environnement du travail et des espaces de vie communs. En prenant en compte le fait que le « cargo » soit en grande partie une activité ethnique et que la pratique de « bed space » implique pour la plupart des personnes de mêmes pays ou continent, beaucoup de mes interlocuteurs fréquentent généralement leurs confrères africains. Je voudrais prendre comme exemple mon hôte Murad qui, à la question sur son réseau d'amis, avait nommé les quatre personnes suivantes: Tout d'abord, deux de ses colocataires camerounais qui viennent de la même région du Cameroun que lui et travaillent également dans le fret. Puisqu'ils partagent la même langue et la même culture, il se sent à l'aise et peut discuter et plaisanter avec eux sur des sujets personnels, tels que le mariage ou le mal du pays. Deuxièmement, son ancien patron, un Camerounais francophone qui gère une entreprise de fret et avec qui il collabore régulièrement. C'est la personne à qui il s'adresse en cas de soucis d'argent ou de visa, et qui l'a déjà soutenu à plusieurs reprises. Enfin, une migrante philippine et musulmane convertie qu'il a rencontrée par l'entremise d'un collègue de travail. Il la considère comme une bonne amie avec laquelle il peut discuter des questions religieuses. Elle l'a également aidé pour la préparation de ma visite en 2011.

A l'inverse, les Camerounais avec un emploi formel semblent avoir un plus large éventail de contacts et d'activités de loisirs. Esther par exemple a posté plusieurs photos sur sa page Facebook relatives à des activités sociales communes avec ses collègues infirmières, telles que des événements festifs à l'hôpital, une visite à la plage et une sortie en boîte de nuit. En plus des sorties avec les amis, certains interlocuteurs ont également mentionné leur engagement dans les réseaux religieux desquels ils bénéficient de soutien spirituel et social. Un certain nombre de camerounais chrétiens sont membres des églises pentecôtistes, généralement dirigées par des pasteurs africains. Comme ces églises fonctionnent de manière informelle, les messes se tiennent pour la plupart du temps dans un espace loué dans un hôtel. Très peu ont dit aller à l'église catholique Sainte-Marie, la plus ancienne congrégation chrétienne avec une grande bâtisse à Oud Metha. Les camerounais musulmans vont régulièrement prier dans l'une des

nombreuses mosquées à Dubaï. Tous mes interlocuteurs musulmans apprécient vivre dans un pays musulman et louent les facilités et le soutien offerts par les autres musulmans. Par exemple, c'est à la mosquée que s'offre la rare opportunité de rencontrer les citoyens émiriens, dont certains peuvent sympathiser avec eux. Pour bien d'autres, assister à des cours sur l'Islam et fréquenter les bibliothèques islamiques leur permet d'approfondir leurs connaissances religieuses. De plus, leur présence à Dubaï leur offre non seulement la possibilité de se préparer pour *laumrah* (petit pèlerinage) ou *hadj* à La Mecque, mais aussi d'établir des liens avec des réseaux religieux transnationaux.

Dans un article récent, Kathiravelu (2012) soutient que, même si Dubaï est populairement représenté comme un « monde d'indifférence », il existe tout de même des réseaux informels d'aide et de soins parmi sa population immigrée. Sur la base de ses recherches sur les migrants asiatiques à bas salaires à Dubaï, elle décrit des actes spontanés de soins et des réseaux d'amitié au sein des communautés migrantes, ainsi que des structures de bienfaisance et des organisations religieuses qui s'occupent des questions de protection sociale des migrants. De même, Mahdavi (2011, p. 148-184) a documenté un certain nombre d'organisations qui interviennent lorsque les employeurs ou le gouvernement des E.A.U. n'offrent pas de service social, et qui apportent de l'assistance aux migrants nécessiteux comme les femmes victimes de violence, les migrants en situation irrégulière, ou les ouvriers accidentés. Elle interprète ces organisations comme une expression d'une société civile émergente à Dubaï. Etant donné que le gouvernement des E.A.U. ne leur a pas accordé une reconnaissance formelle, beaucoup collaborent avec les services gouvernementaux afin d'atteindre leur objectif.

Pour le cas des Camerounais, les réseaux de soutien sont faibles et l'absence d'un consulat camerounais aux Émirats arabes unis entrave une représentation efficace de leurs intérêts collectifs (Malit et Tchiapép, 2013). Il y a eu des tentatives de créer une association (*Association d'entraide des camerounais des Émirats arabes unis*) afin d'aider les compatriotes à Dubaï et de porter leurs intérêts auprès de l'ambassade du Cameroun en Arabie Saoudite et autres importantes institutions gouvernementales et d'affaires à Dubaï. Selon Jeanne, la gérante de l'hôtel-restaurant camerounais, l'association a été initiée par certains Camerounais bien établis, avec l'intention de porter assistance en cas d'accidents graves nécessitant des soins médicaux ou de rapatriement du corps d'éventuels défunts – une situation qui s'est produite à plusieurs reprises et dans laquelle l'association a joué un rôle prépondérant. Cependant, la vie associative à Dubaï a été minée par des conflits internes. En 2008, plusieurs personnes se sont éloignées de ladite association, car ils soupçonnaient une implication de ses membres dans des activités illicites. Parallèlement, le renfort promis par l'Ambassade du Cameroun ne s'est toujours pas matérialisé et l'association était en veille. Par conséquent, les membres se sont retournés vers d'autres réseaux de soutien plus individualisés, comme les groupes informels d'aide et d'épargne. Parallèlement, le restaurant de Jeanne se présentait encore comme un point de rencontre sociale pour les Camerounais à Dubaï. En comparaison à la vie associative camerounaise dans d'autres endroits comme au Cameroun, en Europe et aux États-Unis (voir par exemple Mercer et Page, 2010), les Camerounais à Dubaï n'ont pas réussi. Ce qui, à mon avis, est lié au fait que c'est un réseau de migrants en formation. En outre, le cas des Camerounais n'est pas représentatif de tous les groupes africains à Dubaï. Les Soudanais par exemple ont une association culturelle avec un foyer à Oud Metha. L'on peut donc postuler que les facteurs structurels tels que la durée du séjour, la taille et la cohérence d'un groupe de migrants, ainsi que le soutien diplomatique dont il bénéficie, jouent un rôle crucial dans l'établissement d'un réseau d'assistance efficace.

Les migrants camerounais à Dubaï ont quant à eux jusqu'à présent échoué à générer une identité communautaire ou diasporique. À cet effet, ils diffèrent des groupes longuement établis et socialement plus intégrés tels que la diaspora indienne de la classe moyenne décrite par Vora (2013). Néanmoins, plusieurs personnes ont développé un attachement envers la ville de Dubaï qui, d'une manière ou d'une autre, est devenue une partie de leur identité, et a façonné leur vision cosmopolite et transnationale.

## **Dubaï – Cameroun : les connexions transnationales**

Comme plusieurs auteurs l'ont affirmé, le modèle d'immigration des E.A.U. n'offre aucune perspective durable pour les étrangers à Dubaï (voir par exemple Kathiravelu, 2012 ; Longva, 2000; Nagy, 2006 ; Vora, 2013). Tout étranger est un visiteur, un travailleur temporaire, ou un migrant en transition. Cette situation façonne la perception de soi, comme ça se reflète dans les objectifs et les projets d'avenir de mes interlocuteurs à Dubaï. Ils sont généralement d'avis que Dubaï est bon pour les affaires et attractif pour son spectacle urbain, mais reste en fin de compte un lieu transitoire. Leur statut de visiteur et la précarité de leur situation légale leurs sont rappelés en permanence, par exemple à travers la nécessité de légaliser leur séjour de manière récurrente ou les priorités accordée aux citoyens des E.A.U. au détriment des migrants. Cependant, les avis sont partagés lorsqu'il s'agit des droits civiques et politiques des migrants. Alors que certains sont ouvertement critiques, d'autres soutiennent que Dubaï offre beaucoup de libertés car les migrants ont généralement le choix de faire ce qu'ils veulent tant qu'ils ne troublent pas l'ordre public. Ils peuvent par exemple fréquenter les personnes qu'ils veulent, pratiquer tous types de religion, ainsi que boire de l'alcool, aller en boîte de nuit et fréquenter les prostituées. « De quoi d'autres les camerounais ont-ils besoin pour se sentir libres ? » s'interrogent ces interlocuteurs. D'aucuns estiment que les Camerounais ne sont pas venus aux E.A.U. pour faire de la politique et changer la situation à Dubaï, mais pour influencer sur le cours des choses au Cameroun par leurs contributions. Par conséquent, ceux qui souhaitent jouir de leurs droits civiques et s'installer pour le long terme devraient plutôt migrer vers l'Europe, le Canada ou les États-Unis. À l'inverse, ceux qui ont pour objectif principal de gagner de l'argent et investir au Cameroun peuvent bien réussir à Dubaï où les affaires constituent la force motrice. Alors que ces arguments peuvent aussi bien faire partie d'une stratégie discursive visant à justifier la situation de précarité des migrants camerounais, ils concordent largement avec ceux du gouvernement des E.A.U. dans la mesure où les deux ont une explication essentiellement économique à la présence des migrants et considèrent leur séjour comme temporaire<sup>20</sup>.

Beaucoup de mes interlocuteurs ont adopté une perspective plutôt opportuniste, en essayant de tirer le meilleur parti de leur séjour à Dubaï et ce, en élargissant leur réseau d'affaires tout en se concentrant sur les investissements au Cameroun. Leur but ultime est d'établir un mode de vie transnational qui leur donne la possibilité de travailler à Dubaï et vivre au Cameroun, et de tisser des liens avec la famille et les partenaires d'affaires ailleurs.

20. Les Camerounais ici diffèrent des migrants indiens de la classe moyenne tels que l'ont démontré Kanna (2011, p. 171-204) et Vora (2013). Pour ces derniers Dubaï est non seulement un endroit à visiter, mais aussi un espace où ils ont développé des connexions dont la profondeur va au-delà de simples calculs économiques. Bien qu'ils ne revendiquent pas la citoyenneté formelle, ils espèrent une sorte de citoyenneté axée sur la consommation qui façonne leur autoreprésentation comme des étrangers privilégiés et appartenant à Dubaï (Vora, 2013). Contrairement aux Camerounais, ces migrants indiens de la classe moyenne indienne ont avec Dubaï un rapport historique et migratoire beaucoup plus ancien.

À bien des égards, Dubaï et d'autres destinations populaires sont non seulement devenues partie intégrante des réseaux commerciaux et migratoires, mais ont également impiété sur l'espace et le discours public au Cameroun. Par exemple, comme le décrit Deli (2013, p. 147), il existe à Douala, la capitale économique du Cameroun, un *Marché Doubaï* comprenant plus d'une centaine de magasins spécialisés dans les gadgets électroniques. Le marché est né à la fin des années 1990 quand quelques gens d'affaires camerounais s'étaient rendus à Dubaï et avaient ramené les téléphones mobiles vendus à des prix considérablement plus bas que ceux importés d'Europe. D'autres ont suivi cet exemple et le marché a par la suite été baptisé *Marché Doubaï*. De même, dans de nombreuses villes du Cameroun, l'on trouve des boutiques du nom de cette ville et la majorité d'elles vendent des gadgets électroniques ou des équipements ménagers importés de Dubaï. Il y a également eu des tendances dans la mode musulmane inspirée des contacts avec les pays du Golfe. Par exemple, au cours de ces dernières années, c'était une mode pour les hommes musulmans de s'habiller en de longs vêtements blancs de style des émiriens (*dishdasha*), tandis que certaines femmes ont intégré à leur accoutrement les robes brodées noires (*abaya*). En outre, la perception de Dubaï au Cameroun a été façonnée par les histoires de succès et d'échecs des migrants, et surtout, par les biens qu'ils ont envoyés et leurs investissements dans les affaires. Cependant, le discours public n'a pas toujours été positif, étant donné que certains sont retournés au pays démunis, du fait du système d'immigration capricieux de Dubaï et la crise financière mondiale. En outre, comme le rapporte Deli (2013, p. 208) sur Douala, Dubaï a perdu son attrait du début des années 2000, à savoir celui d'une ville d'opportunités et de la modernité au même titre que l'Occident. Avec la croissance des navettes des commerçants vers cette destination, elle est de plus en plus perçue comme un prolongement de l'Afrique<sup>21</sup>. Pour ma part, j'interprète la présence de Dubaï dans les discours publics au Cameroun comme l'expression des connexions transnationales à travers les pays du Sud, et comme l'indication d'une émergente identité cosmopolite intégrant à la fois l'Afrique et le Golfe arabe (voir aussi Pelican, 2015).

## Conclusion

Pour conclure cet article, je m'appuie sur l'ensemble de mes observations sur l'installation des migrants camerounais à Dubaï, afin de dégager les éléments que je considère comme caractéristiques de la nouvelle catégorie d'entrepreneurs africains mondiaux.

J'ai commencé mes explorations par une évaluation critique de la grande fascination qu'exerce le spectacle de Dubaï, et une invite à tourner le regard vers les populations et les sites les plus ordinaires. Dans ce sens, je me suis concentrée sur les empreintes économiques et spatiales des commerçants et migrants africains, une population qui a été jusqu'ici largement négligée à la fois dans les discours publics et la recherche académique. Comme je l'ai soutenu dans cet article, la présence historique et contemporaine des commerçants et des migrants africains à Dubaï a été significative en dépit de leur faiblesse numérique. Elle est par ailleurs plus palpable dans le quartier commercial de Deira où l'empreinte spatiale et sociale des migrants africains a renforcé le caractère mondial et multiculturel de la ville. En outre, l'impact des gens d'affaires

---

21. La perception camerounaise de Dubaï comme un prolongement de l'Afrique se rapproche quelque peu à la façon dont les Koyas de Kozhikode considèrent le Golfe c'est-à-dire comme une partie de Kerala (Osella et Osella, 2007). Cependant, contrairement au camerounais, les Koyas peuvent se baser sur une longue histoire de relations commerciales qui s'imbriquent avec des formes plus récentes de migration de la main-d'œuvre dans le Golfe et ayant généré une intensité dans les liaisons, une circulation facile et fréquente, ainsi qu'une interpénétration du Golfe et de Kerala beaucoup plus enracinée par rapport au cas du Cameroun.



africains et leurs réseaux commerciaux ne doit pas être sous-estimé, car ils jouent un rôle crucial dans la connexion entre l'Afrique et le Golfe. Ils représentent non seulement des marchés et des opportunités d'investissement en Afrique, mais aussi, ils ont ouvert la voie à des formes plus permanentes de migration et d'insertion à Dubaï. Comme je l'ai illustré dans cet article, le secteur du « cargo », avec ses nombreux services connexes, est devenu le premier créneau économique pour les migrants africains à Dubaï et constitue un exemple d'entrepreneuriat ethnique et transnational.

Un deuxième objectif de cette contribution a été de réfléchir sur le caractère distinct du cas camerounais par rapport à d'autres groupes de migrants à Dubaï tels que explorés dans la littérature. Ici, j'ai attiré l'attention sur le fait que les Camerounais à Dubaï ne font pas partie de la catégorie des ouvriers et des travailleurs domestiques dont la situation est largement décrite comme caractérisée par l'exclusion sociale et spatiale et par l'assujettissement au contrôle de l'employeur-parrain (Bristol-Rhys, 2012 ; Gardner, 2010 ; Longva, 1997). A l'inverse, la majorité des Camerounais sont des entrepreneurs autonomes qui ont exploré des voies non conventionnelles et parfois illicites, pour faire face aux exigences du système d'immigration et de travail des E.A.U. En outre, ils ont adopté une perspective plutôt audacieuse et autonome par rapport à leur rôle et leur droit en tant que résidents des E.A.U. Dans le même temps, les Camerounais se distinguent également des migrants sud-asiatiques de la classe moyenne qui bénéficient d'une longue histoire des relations commerciales à travers l'Océan Indien, ainsi que des formes récentes de la migration de la main-d'œuvre. Comme il est indiqué dans la littérature, ils ont développé une identité diasporique et ont revendiqué leur appartenance au Golfe à travers une citoyenneté axée sur la consommation (Kanna, 2011 ; Osella et Osella, 2007 ; Vora, 2013). A l'inverse, les Camerounais constituent un réseau de migrants en formation et qui manque de profondeur historique dans les connexions aux Etats du Golfe. Par conséquent ils sont fortement orientés vers le retour et l'investissement au Cameroun. Cependant, il existe des similitudes émergentes, étant donné que plusieurs Camerounais aspirent à mener une vie transnationale, contribuant ainsi aux connexions entre l'Afrique et le Golfe arabe.

## **Bibliographie**

**ABUSHARAF** Rogaia Mustafa, Dale F. EICKELMANN, *Africa and the Gulf Region: Blurred Boundaries and Shifting Ties*, Berlin, Gerlach Press, 2015.

**BRISTOL-RHYS** Jane, "Socio-spatial Boundaries in Abu Dhabi", in Mehran Kamrava and Zahra Babar (org.), *Migrant Labor in the Persian Gulf*, London, Hurst and Company, 2012.

**DAVIDSON** Christopher, *Dubai: The Vulnerability of Success*, London, Hurst and Company, 2008.

**DE BEL-AIR** Françoise, "Demography, Migration, and the Labour Market in the UAE", Explanatory Note No. 7/2015, *Gulf Labour Market and Migration (GLMM) programme of the Migration Policy Center (MPC) and the Gulf Research Center (GRC)*, 2015, voir <http://gulfmigration.eu>. (consulté le 25 de décembre 2015).

**DELI** Tize Teri, *Les migrants et les commerçants camerounais à Dubaï: Une contribution à une anthropologie des migrations*, Université de Yaoundé I, Thèse doctorale, Yaoundé, 2013.

**DE REGT** Marina, "Ways to Come, Ways to Leave: Gender, Mobility, and Il/legality among Ethiopian Domestic Workers in Yemen", *Gender & Society*, vol. 24, 2010, 237-260.

**DE ROSNY Eric**, “L’Afrique des migrations : les échappés de la jeunesse de Douala”, *Etudes*, vol. 396, n° 5, 2002, 623-633.

**DUBAI STATISTICS CENTER**, “Labor Force Survey 2011”, voir <http://www.dsc.gov.ae/EN/Themes/Pages/Reports.aspx?TopicId=22&Year=2011> (consulté le 5 de mai 2013).

**ELSHESHTAWY Yasser**, *Dubai: Behind an Urban Spectacle*, London, New York, Routledge, 2010.

**FERNANDEZ Bina**, “Cheap and Disposable? The Impact of the Global Economic Crisis on the Migration of Ethiopian Women Domestic Workers to the Gulf”, *Gender & Development*, vol. 18, n° 2, 2010, 249-262.

**FÖRSTER Till**, “Greener pastures’: Afrikanische Europabilder vom besseren Leben” in Georg Kreis (org.), *Europa und Afrika: Betrachtungen zu einem Komplexen Verhältnis*, Basel, Schwabe Verlag, 2010.

**GARDNER Andrew**, *City of Strangers. Gulf Migration and the Indian Community in Bahrain*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2010.

**HOPPER Matthew**, “Globalization and the Economics of African Slavery in Arabia in the Age of Empire”, *Journal of African Development*, vol. 12, n° 1, 2010, 155-184.

**HUMAN RIGHTS WATCH**, “Building Towers, Cheating Workers: Exploitation of Migrant Construction Workers in the United Arab Emirates”, *Human Rights Watch*, Vol. 18, n° 8 (e), 2006, New York.

**HUMAN RIGHTS WATCH**, “Exported and Exposed: Abuses against Sri Lankan Domestic Workers in Saudi Arabia, Kuwait, Lebanon, and the United Arab Emirates”, *Human Rights Watch*, vol. 19, n° 16 (c), 2007, New York.

**JUA Nantang**, “Differential Responses to Disappearing Transitional Pathways: Redefining Possibility Among Cameroonian Youth”, *African Studies Review*, vol. 46, n° 2, 2003, 13-36.

**KANNA Ahmed**, *Dubai: The City as Corporation*. Minneapolis, Minnesota University Press, 2011.

**KAPISZEWSKI Andrzej**, *Nationals and Expatriates: Population and Labour Dilemmas of the Gulf Cooperation Council State*, Ithaca, NY, Ithaca Press, 2001.

**KAPISZEWSKI Andrzej**, “Arab Versus Asian Migrant Workers in the GCC Countries. United Nations Expert Group Meeting on International Migration and Development in the Arab Region”, UN/POP/EGM/2006/02, 22 mai 2006, voir [http://www.un.org/esa/population/meetings/EGM\\_Iitmig\\_Arab/P02\\_Kapiszewski.pdf](http://www.un.org/esa/population/meetings/EGM_Iitmig_Arab/P02_Kapiszewski.pdf) (consulté le 5 mai 2013).

**KAPISZEWSKI Andrzej**, “De-Arabization in the Gulf. Foreign Labor and the Struggle for Local Culture”, *Georgetown Journal of International Affairs*, vol. 8, n° 1, 2007, 81-88.

**KATHIRAVELU Laavanya**, “Social Networks in Dubai: Informal Solidarities in an Uncaring State”, *Journal of Intercultural Studies*, vol. 33, n° 1, 2012, 103-119.

**KAZIM** Aqil, "The Rise of Dubai. A Social History of the Commercial Cities in the Gulf", *Encounters: An International Journal for the Study of Culture and Society*, vol. 2, 2010, 73-99.

**KESHODKAR** Akbar, "Who needs China when you have Dubai? Role of Networks and Engagement of Zanzibaris in Transnational Indian Ocean trade", *UAS*, vol. 42, n° 3-4, 2014, 105-141.

**KHALAF** Sulayman et **ALKOBAISI** Saad, "Migrants' Strategies of Coping and Patterns of Accommodation in the Oil-Rich Gulf Societies: Evidence from the UAE", *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 26, n° 2, 1999, 271-298.

**KHALIFA** Aisha Bilkhair, "African Influences on Culture and Music in Dubai", *International Social Science Journal*, vol. 58, n° 188, 2006, 227-235.

**LONGVA** Anh Nga, *Walls Built on Sand: Migration, Exclusion and Society in Kuwait*, Boulder CO, Westview Press, 1997.

**LONGVA** Anh Nga, "Citizenship in the Gulf States: Conceptualization and Practice", in Nils Butenshon et al. (org.), *Citizenship and the State in the Middle East*, Syracuse, NY, Syracuse University Press, 2000.

**MAHDAVI** Pardis, *Gridlock: Labor, Migration, and Human Trafficking in Dubai*, Stanford, Stanford University Press, 2011.

**MALAUQUAIS** Dominique, "Arts de feyre au Cameroun", *Politique Africaine*, vol. 82, 2001, 18-101.

**MALIT** Froilan et **TCHIAPEP** Oliver, *Labor Migration and Deskilling in the United Arab Emirates: Impacts on Cameroonian Labor Migrants*, Cornell University, ILR School site, voir <http://digitalcommons.ilr.cornell.edu/workingpapers/171/> (consulté le 15 décembre 2013).

**MARCHAL** Roland, "Mille traffics. Dubai entre Afrique et Asie centrale", in Roland Marchal(org.), *Dubai : Cité Globale*, Paris, CNRS Editions, 2001.

**MARCHAL** Roland, "Dubai: Global City and Transnational Hub" in Madawi Al-Rasheed(org.), *Transnational Connections and the Arab Gulf*, London, New York, Routledge, 2005.

**MEDNICOFF** David, "The Legal Regulation of Migrant Workers, Politics and Identity in Qatar and the United Arab Emirates", in Mehran Kamrava and Zahra Babar (org.), *Migrant Labor in the Persian Gulf*, London, Hurst and Company, 2012.

**MERCER** Claire et Ben **PAGE**, "African Home Associations in Britain: Between Political Belonging and Moral Conviviality", *African Diaspora*, vol. 3, 2010, 111-131.

**NAGY** Sharon, "Making Room for Migrants, Making Sense of Difference: Spatial and Ideological Expressions of Social Diversity in Urban Qatar", *Urban Studies* vol. 43, n° 1, 2006, 119-137.

**NDJIO** Basile, *Magie et enrichissement illicite : la feymanie au Cameroun*, Paris, Karthala, 2012.

**NYAMNJOH Francis**, “Cameroonian Bushfalling: Negotiations of Identity and Belonging in Fiction and Ethnography”, *American Ethnologist*, vol. 38, n° 4, 2011, 701-713.

**ONLEY James**, “Transnational Merchants in the Nineteenth Century Gulf: The Case of the Safar Faily”, in *Madawi Al-Rasheed (org.), Transnational Connections and the Arab Gulf*, Oxon, Routledge, 2005.

**OSELLA Caroline, OSELLA Filippo**, “I am Gulf!: The Production of Cosmopolitanism in Calicut, Kerala”, in *Edward Simpson and Kai Kresse (org.), Cosmopolitanism Contested: The Confluence of History and Anthropology in the Indian Ocean*, London, Hurst and Company, 2007.

**PELICAN Michaela**, “Researching South-South/South-East migration: Transnational Relations of Cameroonian Muslim Migrants”, *Tsantsa* vol. 16, 2011, 169-173.

**PELICAN Michaela**, “International Migration: Virtue or Vice? Perspectives from Cameroon”, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 39, n° 2, 2013, 237-258.

**PELICAN Michaela**, “Neoliberal Challenges and Transnational Lives of Cameroonian Migrants in Dubai”, in *Rogaia Mustafa Abusharaf and Dale F. Eickelman (org.), Africa and the Gulf Region: Blurred Boundaries and Shifting Ties*, Berlin, Gerlach Press, 2015.

**PELICAN Michaela**, “Urban Lifeworlds of Cameroonian Migrants in Dubai”, *Urban Anthropology (UAS)*, vol. 43, 2014, 255-309.

**PELICAN Michaela et BONDANINI Francesco**, *Portrait of a Migrant Woman: Martha in Dubai*, documentaire, 14:20 min., 2014, voir [http://www.michaela-pelican.com/research\\_migration.php#mobility](http://www.michaela-pelican.com/research_migration.php#mobility).

**PELICAN Michaela, SAUL Mahir**, “Global African Entrepreneurs”, *Edition thématique de la revue Urban Anthropology (UAS)*, vol. 43, n° 1-3, 2014.

**PELICAN Michaela, TATAH Peter**, “Migration to the Gulf States and China: Local Perspectives from Cameroon”, *African Diaspora*, vol. 2, n° 2, 2009, 229-245.

**VORA Neha**, *Impossible Citizens: Dubai's Indian Diaspora*, Durham, Duke University Press, 2013.

**WALSH Katie**, “Negotiating Migrant Status in the Emerging Global City: Britons in Dubai”, *Encounters: An International Journal for the Study of Culture and Society*, vol. 2, 2010, 235-255.

**WINCKLER Onn**, *Arab Political Demography: Population Growth, Labor Migration and Natalist Policies*, Brighton, Sussex Academic Press, 2009.